



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Revue de presse

6 juin 2016

Les discours prônant la stabilité politique, prononcés par les tenants du régime à l'occasion de leurs déplacements dans les différentes régions de l'île, occupent les grandes lignes des quotidiens parus ce jour. Le contexte se prête aisément à ces déclarations, surtout à quelques jours de la célébration de la fête nationale. D'autant plus que l'affaire du sénateur Lylison René de Roland continue également d'attirer l'attention des quotidiens. En effet, les natifs de la région Sofia et la présidente du parti Freedom ont affiché leur soutien au sénateur élu sous les couleurs du MAPAR.

### Politique interne

#### **AFFAIRE LYLISON : HONORE RAKOTOMANANA VEUT RENCONTRER LE MINISTRE DE LA JUSTICE**

*Le président du Sénat Honoré Rakotomanana a fait part de son intention de rencontrer le ministre de la Justice Charles Andriamiseza, afin de discuter du cas du sénateur Lylison René de Roland sur le plan juridique et judiciaire. Le président de la Chambre Haute avait expliqué, concernant le cas du sénateur, que « pour que l'infraction soit constituée, il faut qu'il y ait proposition de former un complot. La proposition dont il s'agit suppose un objet déterminé, un projet arrêté à l'avance ». Il a ajouté que ni les propos vagues, ni les passions politiques, ni les menaces ne suffiraient pour caractériser l'infraction. Par ailleurs, cette proposition doit être précise, formelle, directe, chercher des adhérents et des complices, contenir des plans, indiquer des moyens d'exécution du complot et être nettement exprimée pour être retenue comme crime aux yeux de la loi, affirme Honoré Rakotomanana. Toutefois, cette rencontre sera un face-à-face placé sous le signe des retrouvailles entre le maître et l'élève, car Honoré Rakotomanana était le professeur de droit pénal spécial et de procédure pénale de Charles Andriamiseza à l'Institut d'études judiciaires à l'Université d'Antananarivo, souligne Midi Madagasikara, p. 3.*

#### **DECLARATIONS DE SOUTIEN EN FAVEUR DU SENATEUR LYLISON**

*En marge d'une donation à des écoliers samedi dernier, Lalatiana Rakotondrazafy, présidente du parti Freedom, a déclaré qu'il n'y a aucune charge d'infraction imputable au sénateur Lylison René de Roland. « A quoi rimerait l'arrestation du sénateur Lylison ? Est-ce que cela changerait la situation actuelle du pays », s'est interrogée Lalatiana Rakotondrazafy. Selon les explications de cette conseillère municipale, un appel à une ville morte ne constitue ni un délit, ni un crime. « Au contraire, il s'agit d'une forme de la liberté d'expression stipulée dans la Constitution ». Vendredi dernier, des individus se disant représentants des natifs de la région Sofia ont également évoqué un harcèlement contre le sénateur élu sous les couleurs du Mapar. Ces derniers affirment qu'aucun motif officiel n'a été donnée jusqu'à présent pour justifier une poursuite judiciaire. (L'Express de Madagascar, p. 5)*

- *D'après Lalatiana Rakotondrazafy, ce qui se produit actuellement n'est ni plus ni moins qu'une basse opération de communication des tenants du régime, dans le but de faire diversion. La présidente du Freedom estime que le régime actuel devrait revoir*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*ses priorités et apporter des explications sur les sommes colossales injectées dans l'organisation du Sommet de la francophonie, sur les nombreuses plaintes de corruption, ou encore sur le fameux jet privé « acheté ou loué ». (La Vérité, p. 3)*

- *Lalotiana Rakotonirafy estime que l'affaire Lylison sert aux dirigeants de moyen de diversion, leur permettant de cacher leur incompétence, leurs dépenses abusives et non justifiées ou encore la recrudescence de la corruption (Madagascar Matin, p. 2)*
- *Durant la conférence de presse qui s'est tenue vendredi dernier, les natifs de la région Sofia ont soutenu que Lylison René de Roland est un sénateur respectueux des valeurs de la société et a toujours pris ses responsabilités face aux diverses difficultés rencontrées par les natifs de la Sofia, mais aussi ceux de toutes les régions de l'île. Ils estiment également que la lutte contre la corruption, les actions sociales en faveur de la population et la protection de nos richesses naturelles doivent être les priorités du régime, et non la chasse aux opposants au régime. « (...) Nous demandons humblement à Monsieur le Président de la République d'arrêter de poursuivre en justice le sénateur Lylison qui est notre représentant, puisque nous l'avons élu. Nous n'acceptons pas les mesures arbitraires prises à l'encontre des natifs de la Sofia », ont plaidé les natifs de la région Sofia. (Les Nouvelles, p. 2)*
- *L'affaire du sénateur Lylison pourrait être examinée demain par les sénateurs. Jusqu'à présent, son immunité parlementaire n'a pas été levée. Ainsi, la question de la levée de son immunité pourrait être abordée à la Chambre Haute, rappelle Tia Tanindrazana, p. 6.*

## L'EXECUTIF PRONE LA STABILITE POLITIQUE

*La semaine dernière, le président de la République a multiplié les tournées régionales, accompagné de quelques ministres. Tout au long des descentes à Toamasina et à Manakara, le Chef de l'Etat a réitéré qu'après avoir organisé des élections libres et démocratiques, une stabilité politique est de mise afin de rassurer les partenaires techniques et financiers. Mais aussi et surtout, afin de concrétiser la mise en œuvre du plan national de développement. Une manière pour Hery Rajaonarimampianina d'attirer l'attention des citoyens sur les risques inhérents à une nouvelle crise politique. Suite aux déclarations des différentes personnalités de l'opposition, revendiquant des élections présidentielles anticipées, le Chef de l'Etat a répondu par un « non » catégorique. « Certains réclament des élections anticipées, nul n'ignore pourtant que cette option ne sera bénéfique pour personne. Au contraire, elle aura des conséquences négatives sur l'économie, puisque les bailleurs de fonds et les partenaires techniques vont de nouveau s'écarter », a-t-il déclaré samedi dernier à Manakara, à l'occasion de l'inauguration de six infrastructures distinctes. Aussi bien le Chef de l'Etat que les membres du gouvernement ont martelé durant les cérémonies officielles, que « sans apaisement et stabilité, il n'y a point de développement ». Les discours incitant au respect de l'alternance démocratique ont également été nombreux. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Midi Madagasikara, p. 2 ; Madagascar-Laza, p. 3)*

- *En marge de la passation de commandement à la Circonscription interrégionale de la gendarmerie nationale et au 3<sup>ème</sup> régiment militaire de Toamasina, le ministre de la Défense nationale, le Général Béni Xavier Rasolofonirina a lancé un appel à l'endroit des militaires, afin de ne pas céder aux manipulations des politiciens. « Le pays ne*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*mérite plus de traverser une nouvelle crise. (...) Les séquelles laissées par les précédentes crises pèsent toujours sur le social de la population », a-t-il expliqué. Cette déclaration du ministre de la Défense est considérée par bon nombre d'observateurs comme un aveu de faiblesse, d'autant plus que pour le moment, aucune preuve tangible qui pourrait confirmer l'existence de projet de coup d'Etat et de déstabilisation n'a été apportée, conclut **Midi Madagasikara, p. 2.***

- *Depuis son retour de Turquie, Hery Rajaonarimampianina ne manque pas de mettre en relief les efforts fournis par le régime pour sortir le pays de la pauvreté. A chacune de ses tournées, le même refrain : « Madagascar a besoin de stabilité politique ». (**Les Nouvelles, p. 2**)*
- *Tout au long de son déplacement dans la région Vatovavy Fitovinany samedi dernier, le Chef de l'Etat a insisté sur l'accès des jeunes au marché du travail, à travers l'instauration d'une formation de qualité. Hery Rajaonarimampianina a rappelé que les jeunes sont l'avenir du pays. (**Madagascar-Laza, p. 3**)*
- *A l'approche de la fête nationale du 26 juin, Hery Rajaonarimampianina brode beaucoup sur les 56 ans d'indépendance, d'instabilité politique et de misère. En fait, le Chef de l'Etat raisonne comme s'il n'avait pas sa part de responsabilité dans les 56 ans de misère nationale. Il voudrait mettre sur le dos des autres l'origine de cette pauvreté durable, et compte sortir blanchi de l'opération, opine **La Gazette de la Grande Île, p. 3.***
- *Si les Malgaches donnent de l'importance à la lutte héroïque du peuple depuis 1947, 1972, 1991, 2002 et 2009, pour réclamer l'indépendance nationale, la décolonisation totale, ou encore la décentralisation effective ; les traîtres et les opportunistes arrivés au pouvoir les salissent pour défendre leur siège, leur privilège, leur corruption et leur népotisme. (**L'Observateur, p. 3**)*

## Economie et société

### LA JIRAMA ANNONCE UNE HAUSSE DES TARIFS DE L'ELECTRICITE

*La société nationale de distribution d'eau et d'électricité Jirama a annoncé, dans un communiqué de presse sorti la semaine dernière, une hausse des tarifs de l'électricité à partir de ce mois de juin. Les particuliers et les industriels verront donc leur facture d'électricité révisée à la hausse, selon leurs contrats tarifaires. En effet, une augmentation de 9% est à prévoir pour les abonnés non résidentiels en mode tarifaire basse pression. Une augmentation de 15% est prévue pour les industriels, tandis que les autres abonnés moyennes tensions et non industriels verront leur facture augmenter de 20%. Ainsi, seuls les consommateurs résidentiels abonnés au tarif basse pression seront épargnés dans ces prévisions de hausse des prix. Pour justifier cette hausse des prix, la société Jirama table sur une autorisation de l'Office de régulation de l'électricité. Selon le communiqué, la mission de cette entité consiste à assurer la conciliation entre l'intérêt public, la protection des consommateurs et le traitement équitable des opérateurs en charge du service public. Toutefois, il n'est pas certain que cela suffise à convaincre les abonnés, qui verront donc s'ajouter aux délestages et coupures chroniques, une hausse des prix, conclut **L'Express de Madagascar, p. 5 ; Tia Tanindrazana, p. 3.***

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



- *Suite à cette prochaine hausse des tarifs de l'électricité, **La Vérité** a interviewé Nancy Rakotomalala, un éleveur de poulets de chair. Selon ses explications, l'adéquation entre l'offre et la demande est cruciale. L'augmentation du tarif d'électricité doit être accompagnée d'une meilleure qualité de service. Cette information relative à la hausse du prix de l'électricité a été plus ou moins prévisible. Néanmoins, le coût de l'électricité à Madagascar est parmi les plus élevés dans le monde, conclut le quotidien. (p. 2)*

## **AFFAIRE BOIS DE ROSE A SINGAPOUR : LES AUTORITES MALGACHES REFUSENT DE S'IMPLIQUER**

*Les autorités de la Grande Ile ne témoigneront pas dans le procès relatif à l'importation par une société de droit singapourien, de 30 000 rondins de bois de rose malgaches. En effet, la secrétaire générale du ministère malgache de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts, Hanta Rabetaliana l'a encore confirmé, en marge de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement. « Nous laissons cette affaire entre les mains de la justice singapourienne. Nous accepterons le verdict qui sera prononcé », a-t-elle déclaré. Ainsi, il semble que les autorités malgaches n'aient plus l'intention de confirmer l'authenticité ou non des documents ayant permis l'exportation desdits bois de rose saisis à Singapour en 2014. Notons que le thème de la Journée mondiale de l'Environnement célébrée hier, et commémorée samedi à Madagascar a été : « Luttons contre le commerce illégal de nos espèces sauvages ». Les dirigeants ne semblent pas engagés à 100% dans cette lutte, se limitant aux discours, et minimisant les actions, opine **L'Express de Madagascar**. Malgré l'adoption d'une loi sur la mise en place d'une Chaîne spéciale de lutte contre le trafic des ressources naturelles, aucune action concrète n'a été entreprise jusqu'ici, puisqu'aucune cour ni juridiction n'est encore mise en place, tandis que les affaires portées devant la Justice aboutissent rarement. En refusant de témoigner dans le procès qui se tiendra prochainement à Singapour, les autorités confirment leur manque de volonté à lutter efficacement contre le trafic de bois de rose, conclut le quotidien. (p. 8)*

### **Relations internationales**

## **CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME : BEATRICE ATALLAH A PARIS**

*La ministre malgache des Affaires étrangères Béatrice Atallah est actuellement à Paris, afin d'assister à la conférence internationale sur la lutte contre le terrorisme, qui ouvrira ses portes ce 6 juin, sous l'égide de l'Organisation Internationale de la Francophonie. « Lutte contre le terrorisme et prévention de la radicalisation violente : vers une approche francophone intégrée », tel est le thème qui sera débattu durant 2 jours par les représentants des pays membres de l'OIF. La participation de Madagascar à cette conférence est d'une importance capitale, dans la mesure où la Grande Ile accueillera le prochain Sommet de la francophonie. Si les pays francophones sont devenus les cibles des terroristes depuis ces 5 dernières années, notamment la France et la Belgique, Madagascar a quant à elle élaboré plusieurs textes relatifs à la lutte contre le terrorisme, à l'instar de la loi 2015-005 du 05*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





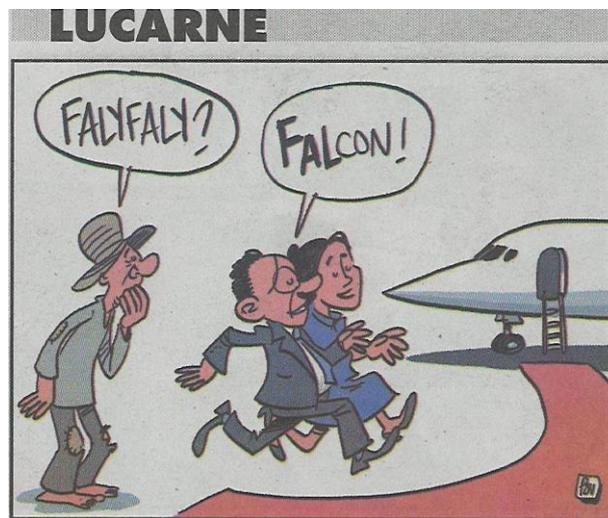
# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



décembre 2014, relative à la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, ainsi que le décret portant création de la structure nationale d'orientation contre le terrorisme et de la criminalité transnationales organisée. Notons que cette conférence verra la présence de Michaëlle Jean, Secrétaire générale de la Francophonie, de Jean Paul Laborde, Directeur exécutif du comité de lutte contre le terrorisme auprès des Nations Unies, et de Bernard Cazeneuve, ministre français de l'Intérieur. (Madagascar-Laza, p. 2 ; Les Nouvelles, p. 2 ; Midi Madagasikara, p. 2)

## Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 3

### Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)

Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrakaza@eces.eu](mailto:mirana.razafindrakaza@eces.eu)

Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

